

Sectoren hernieuwbare energie en warmtekrachtkoppeling	Meerkosten	Netto-percentages volgens omvang bedrijf			
		Kleine en middel-grote onderneming	Grote onderneming buiten ontwikkelingsgebied	Grote onderneming buiten ontwikkelingsgebied behalve Henegouwen	Grote onderneming in Henegouwen
Warmtepomp					
Lucht/lucht	20 %	10 %	4 %	5 %	6 %
Lucht/water, water/water, bodem/water	30 %	15 %	6 %	7.50 %	9 %
Bodem verticale boring/water	40 %	20 %	8 %	10 %	12 %
WP voor sanitair warm water	50 %	25 %	10 %	12.50 %	15 %
Geothermie op grote diepte	Wordt berekend geval per geval				

(1) Voor elektriciteitsopwekking uit waterkracht wordt de tegemoetkoming toegekend voor een maximale investering van 5.000 €/kW voor installaties met een vermogen hoger dan 100 kW. Voor de vermogens tot 100 kW wordt het gesubsidieerd investeringsplafond vastgelegd op 9.000 €/kW.

(2) Voor thermische zonne-energie wordt de tegemoetkoming toegekend voor een maximale investering van 1.200 € per geïnstalleerde m².

Namen, 18 juli 2013.

J.-Cl. MARCOURT

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204540]

23 JUILLET 2013. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 septembre 2011 déterminant le facteur de réduction « k » à partir du 1^{er} octobre 2011

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, 38, § 1^{er}, 39, modifié par les décrets des 19 décembre 2002 et 18 décembre 2003, et 43, § 2, alinéa 2, 9^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, l'article 15, § 1^{er}, alinéa 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2011 déterminant le facteur de réduction « k » à partir du 1^{er} octobre 2011;

Considérant l'arrêté ministériel du 21 mars 2008 déterminant le taux de rentabilité de référence utilisé dans la détermination du facteur « k »;

Considérant que la chute drastique du coût de référence engendre un taux de rentabilité nettement supérieur au taux de référence de 7 % fixé par l'arrêté ministériel du 21 mars 2008 déterminant le taux de rentabilité de référence utilisé dans la détermination du facteur « k »;

Vu la proposition de la CWaPE du 12 avril 2013 CD-13d12-CWaPE-482 relative au facteur « k » pour les installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW, recommandant de procéder à une mise à zéro du facteur « k » pour les installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kWc futures pour la tranche de puissance jusqu'à 500 kWc, et de fixer à 100 % le facteur « k » pour la tranche supérieure à 500 kWc;

Considérant que les installations d'une puissance supérieure à 500 kWc recourent en majeure partie à l'injection directe sur le réseau, alors que les installations d'une puissance inférieure recourent davantage à l'auto-consommation, limitant ainsi l'impact sur le réseau;

Considérant l'importance de maîtriser l'impact des nouvelles installations sur le marché des certificats verts à long terme, et que cet impact est potentiellement plus important pour les installations d'une puissance supérieure à 500 kWc;

Considérant dès lors qu'il n'est pas opportun de fixer le facteur « k » à 100 % pour la tranche supérieure à 500 kWc des installations, qui constituerait un signal en faveur de ce type d'investissements;

Vu la proposition complémentaire de la CWaPE du 29 avril 2013 recommandant d'appliquer le nouveau facteur « k » trois mois après la publication au *Moniteur belge*;

Vu l'avis 53.579/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 juillet 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la nécessité de procéder à une adaptation du facteur « k » afin d'éviter la formation d'une bulle spéculative sur le segment photovoltaïque d'une puissance supérieure à 10 kW, telle que rappelée par la CWaPE, comme suit, dans sa proposition du 12 avril 2013 CD-13d12-CWaPE-482 :

« Le 21 mars 2008, l'arrêté ministériel déterminant le taux de rentabilité de référence dans la détermination du facteur « k » (*Moniteur belge* du 31 mars 2008) a été pris. Cet arrêté ministériel détermine le taux de rentabilité de référence pour les différentes filières de production d'électricité au moyen de sources d'énergie renouvelables. Pour les filières photovoltaïques, le taux est fixé à 7 %.

Sur cette base, dans sa proposition CD-11i29-CWaPE-353 du 6 octobre 2011, la CWaPE a proposé un facteur « k » de 100 pour la filière photovoltaïque > 10 kWc. Le facteur « k » indique le pourcentage de certificats verts à attribuer aux installations de production verte de la 11^e à la 15^e année, par rapport à l'octroi calculé pour les dix premières années.

Depuis lors, la CWaPE a constaté que le coût des panneaux photovoltaïques a largement baissé.

Depuis 2011, il a pratiquement été divisé par 2.

La CWaPE propose donc de nouvelles valeurs pour le facteur « k » pour la filière photovoltaïque, sans attendre la refonte plus complète du mécanisme actuellement à l'étude.

La CWaPE privilégie en effet une évolution du mécanisme de soutien qui comprendrait un facteur "keco", qui s'appliquerait pendant toute la durée d'octroi des certificats verts et pas seulement durant les 5 dernières années.

La baisse sensible du coût des équipements, associée à la révision du mécanisme de soutien aux installations photovoltaïques d'une puissance ≤ 10 kWc, justifie l'urgence de cette proposition ciblée uniquement sur la filière photovoltaïque. En effet, le risque existe que, après la "bulle Solwatt", une réorientation des investissements photovoltaïques vers les filières > 10 kWc puisse générer une nouvelle "bulle" à ce niveau.

Cette inquiétude n'existe actuellement pas pour les autres filières où les coûts sont restés beaucoup plus stables.

Il convient de rappeler que le facteur « k », comme d'ailleurs le futur facteur "keco", ne s'applique pas aux installations déjà existantes mais uniquement aux nouvelles installations. » (p. 2);

Considérant qu'il y a donc lieu de réviser le facteur « k », dès à présent et au plus vite, pour les installations > 10 kWc futures,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2011 déterminant le facteur de réduction « k » à partir du 1^{er} octobre 2011 est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur trois mois après le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 juillet 2013.

J.-M. NOLLET

Annexe

Détermination du facteur de réduction « k » (en %)

Filières		Coefficient « K »
0	Puissances ≤; 10 kWc	
	Photovoltaïque ≤ 10 kWc jusqu'au 30 novembre 2011	100
	Photovoltaïque ≤ 10 kWc à partir du 1 ^{er} décembre 2011	0
	Autres filières ≤ 10 kWc	100
1	Photovoltaïque > 10 kWc	0
2.1	Hydraulique au fil de l'eau ≤ 500 kWc	100
2.2	Hydraulique au fil de l'eau ≤ 1 MWe	65
2.3	Hydraulique au fil de l'eau > 1 MWe	25
3	Hydraulique à accumulation	25
4	Eolien	100
5	Biogaz CET	25
6	Biogaz centre de tri déchets ménagers et assimilés (TRI)	25
7	Biogaz station d'épuration (STEP)	25
8	Biogaz produits/résidus/déchets agriculture (AGRI)	100
9.1	Biogaz produits/résidus/déchets agriculture et industrie agro-alimentaire (MIX-TE) ≤ 1 MWe	85
9.2	Biogaz MIXTE > 1 MWe	55
10	Biocombustibles liquides 1 (produits/résidus usagés ou déchets)	25
11.1-2	Biocombustibles liquides 2 (produits/résidus non raffinés) ≤ 1 MWe	100
11.3	Biocombustibles liquides 2 (produits/résidus non raffinés) ≤ 5 MWe	75
11.4-5	Biocombustibles liquides 2 (produits/résidus non raffinés) > 5 MWe	75
12	Biocombustibles liquides 3 (produits/résidus raffinés)	75
13.1	Biocombustibles solides 1 (déchets) ≤ 1 MWe	100
13.2	Biocombustibles solides 1 (déchets) ≤ 5 MWe	25
13.3	Biocombustibles solides 1 (déchets) ≤ 20 MWe	25

Filières		Coefficient « K »
13.4	Biocombustibles solides 1 (déchets) > 20 MWe	25
14	Biocombustibles solides 2 (résidus industries)	100
15	Biocombustibles solides 3 (granulés et cultures énergétiques)	100
16.1	Cogénération fossile (gaz naturel, gasoil, gaz et chaleur de récupération) ≤ 1 MWe	100
16.2-3-4-5	Cogénération fossile (gaz naturel, gasoil, gaz et chaleur de récupération) > 1MWe	25

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 23 juillet 2013 modifiant l'arrêté ministériel du 29 septembre 2011 déterminant le facteur de réduction « k » à partir du 1^{er} octobre 2011.

Namur, le 23 juillet 2013.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204540]

23. JULI 2013 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 29. September 2011 zur Bestimmung des Reduktionsfaktors « k » für den Zeitraum ab dem 1. Oktober 2011

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 37, 38 § 1, 39, abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2002 und 18. Dezember 2003, und 43, § 2, Absatz 2, 9°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, Artikel 15, § 1, Absatz 3, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 29. September 2011 zur Bestimmung des Reduktionsfaktors « k » für den Zeitraum ab dem 1. Oktober 2011;

In Erwägung des Ministerialerlasses vom 21. März 2008 zur Festlegung des bei der Bestimmung des Faktors « k » benutzten relevanten Rentabilitätsgrads;

In der Erwägung, dass der drastische Einsturz der Referenzkosten einen Rentabilitätsgrad mit sich bringt, der den im Ministerialerlass vom 21. März 2008 zur Festlegung des bei der Bestimmung des k-Faktors benutzten relevanten Rentabilitätsgrads festgelegten Richtsatz von 7% deutlich übertrifft;

Aufgrund des Vorschlags der CwaPE vom 12. April 2013 Nr. CD-13d12-CWaPE-482 betreffend den Faktor « k » für photovoltaische Anlagen mit einer Leistung über 10 kW, in dem empfohlen wird, für künftige photovoltaische Anlagen mit einer Leistung über 10 kW den Faktor « k » für den Leistungsanteil bis 500 kWc auf Null festzusetzen, und ihn für den Leistungsanteil über 500 kWc auf 100% festzulegen;

In der Erwägung, dass die Anlagen mit einer Leistung über 500 kWc den Strom meistens direkt ins Netz speisen, während die Anlagen mit einer niedrigeren Leistung den Strom öfter für den Selbstverbrauch benutzen, was die Auswirkungen auf das Netz demnach begrenzt;

In Erwägung der Wichtigkeit, die langfristigen Auswirkungen der neuen Anlagen auf den Markt für grüne Zertifikate zu beherrschen, wobei diese Auswirkungen für Anlagen mit einer Leistung über 500 kWc potentiell bedeutender sind;

In der Erwägung demnach, dass es nicht zweckmäßig ist, den Faktor « k » für den Leistungsanteil über 500 kWc auf 100 % festzulegen, da dies ein Signal zugunsten von Investitionen für diese Art Anlagen darstellen würde;

Aufgrund des ergänzenden Vorschlags der CwaPE vom 29. April 2013, in dem empfohlen wird, den neuen Faktor « k » drei Monate nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* anzuwenden;

Aufgrund des am 8. Juli 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Abs. 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 53.579/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit, eine Anpassung des Faktors « k » vorzunehmen, um die Bildung einer Spekulationsblase im Bereich der photovoltaischen Anlagen mit einer Leistung über 10 kW zu vermeiden, gemäß der wie nachstehend formulierten Mahnung der CwaPE laut ihrem Vorschlag vom 12. April 2013 Nr. CD-13d12-CWaPE-482 :

"Am 21. März 2008 wurde der Ministerialerlass zur Bestimmung des relevanten Rentabilitätsgrads bei der Bestimmung des Faktors « k » (*Belgisches Staatsblatt* vom 31. März 2008) verabschiedet. In diesem Ministerialerlass wird der relevante Rentabilitätsgrad für die verschiedenen Sparten der Stromerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen bestimmt. Für Photovoltaik wird dieser Rentabilitätsgrad auf 7% festgelegt.

Auf dieser Grundlage hat die CwaPE in ihrem Vorschlag Nr. CD-11i29-CWaPE-353 vom 6. Oktober 2011 einen Faktor « k » von 100 festgelegt für photovoltaische Anlagen > 10 kWc. Der Faktor « k » gibt den Prozentsatz grüner Zertifikate an, die für grüne Stromerzeugungsanlagen zwischen dem 11. und dem 15. Jahr zu gewähren sind, im Verhältnis zu dem, was laut Berechnung während der ersten 10 Jahre gewährt wird.

Die CwaPE hat festgestellt, dass die Kosten für Photovoltaik-Module stark gesunken sind.

Seit 2011 sind sie fast durch 2 geteilt worden.

Die CWaPE schlägt demnach neue Werte für den Faktor « k » innerhalb der Photovoltaik-Sparte vor, ohne die zur Zeit untersuchte vollständigere Umgestaltung des Mechanismus abzuwarten.

Die CWaPE bevorzugt in der Tat eine Entwicklung des Fördermechanismus, die einen Faktor "keco" beinhalten würde, der nicht nur während der letzten 5 Jahre, sondern während der gesamten Dauer der Gewährung von grünen Zertifikaten anwendbar wäre.

Die signifikante Senkung der Kosten für die Anlagen in Verbindung mit der Revision des Fördermechanismus für photovoltaische Anlagen mit einer Leistung ≤ 10 kWc rechtfertigt die Dringlichkeit dieses Vorschlags, der nur die photovoltaische Sparte betrifft. Es besteht in der Tat ein Risiko, dass nach der "Solwatt"-Blase eine Reorientierung der photovoltaischen Investitionen auf Anlagen > 10 kWc eine neue Blase in diesem Bereich verursacht.

Diese Sorge gibt es zur Zeit nicht in den anderen Sparten, wo die Kosten viel stabiler gewesen sind.

Es gilt, darauf hinzuweisen, dass der Faktor « k », wie übrigens auch der künftige Faktor "keco", nicht auf die bereits bestehenden, sondern nur auf die neuen Anlagen angewandt wird." (S.2);

In der Erwägung, dass es demnach gilt, den Faktor « k » für die künftigen Anlagen > 10 kWc ab sofort und so schnell wie möglich zu revidieren.

Beschließt:

Artikel 1 - Die Anlage zum Ministerialerlass vom 29. September 2011 zur Bestimmung des Reduktionsfaktors « k » für den Zeitraum ab dem 1. Oktober 2011 wird durch die Anlage zu vorliegendem Erlass ersetzt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 23. Juli 2013

J.-M. NOLLET

Anlage

Bestimmung des Reduktionsfaktors « k » (in %)

Sparten		Koeffizient « k »
0	Leistungen ≤ 10 kWc	
	Photovoltaik ≤ 10 kWc bis zum 30. November 2011	100
	Photovoltaik ≤ 10 kWc ab dem 1. Dezember 2011	0
	Andere Sparten ≤ 10 kWc	100
1	Photovoltaik > 10 kWc	0
2.1	Laufwasserkraftwerk ≤ 500 kWc	100
2.2	Laufwasserkraftwerk ≤ 1 MWe	65
2.3	Laufwasserkraftwerk > 1 MWe	25
3	Staudammkraftwerk	25
4	Windkraft	100
5	Biogas- CET (technisches Vergrabungszentrum)	25
6	Biogas - Sortieranlage für Haushaltsmüll und gleichgestellte Abfälle (TRI)	25
7	Biogas Klärstation (STEP)	25
8	Biogas Erzeugnisse / Rückstände/Abfälle aus der Landwirtschaft (AGRI)	100
9.1	Biogas Erzeugnisse / Rückstände / Abfälle aus der Landwirtschaft und der landwirtschaftlichen Nahrungsmittelindustrie (MIXTE) ≤ 1 MWe	85
9.2	Biogas GEMISCHT > 1 MWe	55
10	Flüssige Biobrandstoffe 1 (ausgediente Erzeugnisse/Rückstände oder Abfälle)	25
11.1-2	Flüssige Biobrandstoffe 2 (nicht raffinierte Erzeugnisse/Rückstände) ≤ 1 MWe	100
11.3	Flüssige Biobrandstoffe 2 (nicht raffinierte Erzeugnisse/Rückstände) ≤ 5 MWe	75
11.4-5	Flüssige Biobrandstoffe 2 (nicht raffinierte Erzeugnisse/Rückstände) > 5 MWe	75
12	Flüssige Biobrandstoffe 3 (raffinierte Erzeugnisse/Rückstände)	75
13.1	Feste Biobrandstoffe 1 (Abfälle) ≤ 1 MWe	100
13.2	Feste Biobrandstoffe 1 (Abfälle) ≤ 5 MWe	25
13.3	Feste Biobrandstoffe 1 (Abfälle) ≤ 20 MWe	25
13.4	Feste Biobrandstoffe 1 (Abfälle) > 20 MWe	25
14	Feste Biobrandstoffe 2 (Rückstände aus der Industrie)	100
15	Feste Biobrandstoffe 3 (Granulate und Energiekulturen)	100
16.1	Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilen Brennstoffen (Erdgas, Diesel, Gas und Wärmerückgewinnung) ≤ 1 MWe	100
16.2-3-4-5	Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilen Brennstoffen (Erdgas, Diesel, Gas und Wärmerückgewinnung) > 1 MWe	25

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 23. Juli 2013 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 29. September 2011 zur Bestimmung des Reduktionsfaktors « k » für den Zeitraum ab dem 1. Oktober 2011 beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Juli 2013

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204540]

23 JULI 2013. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 september 2011 tot bepaling van de verminderingsfactor « k » vanaf 1 oktober 2011

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 37, 38, § 1, 39, gewijzigd bij het decreet van 19 december 2002 en 18 december 2003, en 43, § 2, lid 2, 9°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling, inzonderheid op artikel 15, § 1, lid 3, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 september 2011 tot bepaling van de verminderingsfactor « k » vanaf 1 oktober 2011;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 maart 2008 tot vaststelling van het referentie-rendabiliteitspercentage, gebruikt bij de berekening van de « k »-factor.

Overwegende dat de drastische vermindering van de referentiekostprijs een rendabiliteitsreferentie tot gevolg heeft die duidelijk hoger is dan het referentiepercentage van 7 % vastgesteld bij het ministerieel besluit van 21 maart 2008 tot vaststelling van het referentie-rendabiliteitspercentage, gebruikt bij de berekening van de « k »-factor;

Gelet op het voorstel van de CWaPE van 12 april 2013 CD-13d12-CWaPE-482 met betrekking tot de « k »-factor voor de fotovoltaïsche installaties met een vermogen hoger dan 10kW, waarbij aanbevolen wordt de « k »-factor tot nul te herleiden voor de toekomstige fotovoltaïsche installaties met een vermogen hoger dan 10 kWc voor de vermogensschijf tot 500 kWc en de « k »-factor op 100 % vast te stellen voor de schijf hoger dan 500 kWc;

Overwegende dat de installaties met een vermogen hoger dan 500 kWc de stroom meestal rechtstreeks op het stroomnet injecteren, terwijl de installaties met een lager vermogen de opgewekte stroom eerder tot zelfverbruik leidt, wat de impact op het stroomnet beperkt;

Overwegende dat het belangrijk is de impact van de nieuwe installaties op de markt van de groene certificaten op lange termijn te beheersen, en dat die impact potentieel zwaarder is voor de installaties met een vermogen lager dan 500 kWc;

Overwegende dat het bijgevolg ongepast is de « k »-factor op 100 % vast te stellen voor de schijf hoger dan 500 kWc voor de installaties, wat immers een signaal zou betekenen voor dat soort investeringen;

Gelet op het aanvullende voorstel van de CWaPE van 29 april 2013 waarbij aanbevolen wordt de nieuwe « k »-factor toe te passen drie maanden na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*;

Gelet op advies nr. 53.579/4 van de Raad van State, gegeven op 8 juli 2013 overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de noodzaak om de « k »-factor aan te passen om te voorkomen dat er een speculatiebubbel ontstaat in het fotovoltaïsch marktsegment voor installaties met een hoger vermogen dan 10kW, zoals de CWaPE erop wijst in zijn voorstel van 12 april 2013 CD-13d12-CWaPE-482, dat als volgt luidt :

« Op 21 maart 2008 werd het ministerieel besluit tot bepaling van het referentie-rendabiliteitspercentage van de « k »-factor (*Belgisch Staatsblad* van 31 maart 2008) genomen. In dat ministerieel besluit wordt het referentie-rendabiliteitspercentage voor de verschillende kanalen van elektriciteitsproductie uit hernieuwbare bronnen bepaald. Voor de fotovoltaïsche sector wordt dat percentage op 7 % bepaald.

Op basis daarvan stelt de CWaPE (voorstel CD-11i29-CWaPE-353 van 6 oktober 2011) een « k »-factor van 100 voor in de fotovoltaïsche sector > 10 kWc. In de « k »-factor wordt het percentage groene certificaten vermeld, dat toegewezen kan worden voor installaties voor productie van groene elektriciteit in het elfde tot het vijftiende jaar in verhouding tot wat toegerekend werd voor de tien eerste jaren.

Sindsdien kon de CWaPE vaststellen dat de kostprijs voor fotovoltaïsche panelen gevoelig daalde.

Sinds 2011 werd die kostprijs bijna gedeeld door 2.

De CWaPE stelt dus nieuwe waarden voor de « k »-factor voor in de fotovoltaïsche sector, zonder een - heden onderzochte - ruimere herstructurering van het mechanisme af te wachten.

De CWaPE is immers voorstander van een evolutie van het steunmechanisme, waarin een « keco »-factor begrepen zou worden; die zou dan van toepassing zijn gedurende de gehele duur van toekenning van de groene certificaten en niet enkel tijdens de vijf laatste jaren.

De gevoelige daling van de kostprijs van de uitrustingen is samen met de herziening van het steunmechanisme inzake fotovoltaïsche installaties met een vermogen < 10 kWc een verantwoording voor dit dringende doelgerichte voorstel van herziening betreffende de fotovoltaïsche sector. Het risico dat de fotovoltaïsche investeringen massaal verspringen naar de > 10 kWc-sector na het ontploffen van de "Solwatt"bubbel, met een nieuwe bubbel tot gevolg, is immers reëel.

Dit, terwijl er heden geen aanleiding tot ongerustheid is in de andere sectoren met veel stabielere kosten.

Er dient op gewezen te worden dat de « k »-factor, zoals overigens ook de toekomstige "keco"-factor, niet geldt voor reeds bestaande installaties, maar enkel voor nieuwe." (blz. 2);

Overwegende dat de « k »-factor bijgevolg vanaf nu en zo spoedig mogelijk herzien dient te worden voor de toekomstige installaties > 10 kWc,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage bij het ministerieel besluit van 29 september 2011 tot bepaling van de verminderingfactor « k » vanaf 1 oktober 2011 wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 23 juli 2013.

J.-M. NOLLET

Bijlage

Bepaling van de « k »-verminderingfactor (in %)

Kanalen		« k »- coëfficiënt
0	Vermogens ≤ 10 kWe	
	Fotovoltaïsch ≤ 10 kWe tot 30 november 2011	100
	Fotovoltaïsch ≤ 10 kWe vanaf 1 december 2011	0
	Andere kanalen ≤ 10 kWe	100
1	Fotovoltaïsch > 10 kWe	0
2.1	Hydraulisch met de waterstroom ≤ 500 kWe	100
2.2	Hydraulisch met de waterstroom ≤ 1 MWe	65
2.3	Hydraulisch met de waterstroom > 1 MWe	25
3	Hydraulisch accumulatie-dam	25
4	Eolisch	100
5	Biogas - TIC	25
6	Biogas - sorteercentrum huishoudelijke afval en daarmee gelijkgestelde afval	25
7	Biogas - zuiveringsstation	25
8	Biogas producten/resten/afvalstoffen landbouw	100
9.1	Biogas producten/resten/afvalstoffen landbouw en agrovoeding < 1MWe	85
9.2	Biogas gemengd > 1 MWe	55
10	Vloeibare biobrandstoffen 1 (producten/gebruikte resten of afvalstoffen)	25
11.1-2	Vloeibare biobrandstoffen 2 (niet-geraffineerde producten/resten) ≤ 1 MWe	100
11.3	Vloeibare biobrandstoffen 2 (niet-geraffineerde producten/resten) ≤ 5 MWe	75
11.4-5	Vloeibare biobrandstoffen 2 (niet-geraffineerde producten/resten) > 5 MWe	75
12	Vloeibare biobrandstoffen 3 (niet-geraffineerde producten/resten)	75
13.1	Vaste biobrandstoffen 1 (afvalstoffen) ≤ 1 MWe	100
13.2	Vaste biobrandstoffen 1 (afvalstoffen) ≤ 5 MWe	25
13.3	Vaste biobrandstoffen 1 (afvalstoffen) ≤ 20 MWe	25
13.4	Vaste biobrandstoffen 1 (afvalstoffen) < 20 MWe	25
14	Vaste biobrandstoffen 2 (industriesteren)	100
15	Vaste biobrandstoffen 3 (korrels en energieteelten)	100
16.1	Fossiele warmtekrachtkoppeling (aardgas, gasolie, gas en recuperatiewarmte) ≤ 1 MWe	100
16.2-3-4-5	Fossiele warmtekrachtkoppeling (aardgas, gasolie, gas en recuperatiewarmte) < 1MWe	25

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 23 juli 2013 tot wijziging van het ministerieel besluit van 29 september 2011 tot bepaling van de verminderingfactor « k » vanaf 1 oktober 2011.

Namen, 23 juli 2013.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET